



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 03/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FAYAT ENTREPRISE TP

209 avenue du général de gaulle
33500 Libourne

Références : 26-123

Code AIOT : 0003100059

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/02/2026 dans l'établissement FAYAT ENTREPRISE TP implanté Pescontes 33190 Noaillac. L'inspection a été annoncée le 21/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection du 11 février 2026 s'inscrit dans le cadre du programme annuel de contrôle de l'Inspection des installations classées et vise à contrôler le respect de certaines dispositions de l'arrêté ministériel applicable à l'installation.

La précédente inspection réalisée en 2019 avait mis en évidence deux écarts réglementaires auxquels l'exploitant a répondu par courriel du 13 janvier 2020. Ces éléments n'appelant pas de remarque, ces écarts sont donc considérés comme levés.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FAYAT ENTREPRISE TP
- Pescontes 33190 Noailac
- Code AIOT : 0003100059
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société FAYAT ENTREPRISE TP exploite à Noailac une installation de stockage de déchets inertes (ISDI).

L'activité est encadrée par l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 1^{er} août 2016 et est autorisée pour une durée de 15 ans, soit jusqu'au 1^{er} août 2031.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Déchets
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Organisation du stockage	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 20	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
3	Procédure d'acceptation préalable des déchets	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3	Demande d'action corrective	3 mois
4	Registre d'admission des déchets	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 8 et 9	Demande d'action corrective	3 mois
5	Document préalable	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5	Demande d'action corrective	3 mois
7	Surveillance de la qualité de l'air	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 25	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
8	Gestion des eaux pluviales de ruissellement	Arrêté Préfectoral du 12/12/2014, article 4 (extrait)	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Quantité annuelle des déchets admis	Arrêté Préfectoral du 01/08/2016, article 1.1.1 (extrait)	Sans objet
6	Déchargement des déchets	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 19	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats établis lors de l'inspection ont mis en évidence un retard du remplissage de l'ISDI, et donc un non respect du plan de phasage initialement prévu, ainsi que des difficultés en termes de gestion des eaux pluviales ruisselant sur le site.

L'exploitant doit transmettre les éléments demandés, et en particulier un plan d'action sur ces deux sujets, dans les délais exigés par le présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Quantité annuelle des déchets admis

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2016, article 1.1.1 (extrait)
Thème(s) : Autre, Quantité de déchets inertes admissible
Prescription contrôlée : Pendant la période d'exploitation, les quantités de déchets inertes admises sont limitées à 300 000 m ³ , soit 540 000 tonnes. Les quantités maximales de déchets inertes pouvant être admises chaque année sur l'exploitation sur le site est limitée à 35 000 m ³ , soit 63 000 tonnes.
Constats : Selon la déclaration GERE pour l'année 2024, la quantité de déchets admis et enfouis en 2024 au sein de l'ISDI est de 4 576 tonnes. Le jour de l'inspection du 11 février 2026, l'exploitant a confirmé ce chiffre et a indiqué que : <ul style="list-style-type: none"> la quantité de déchets enfouis dans l'ISDI en 2025 est de 2764 tonnes, la quantité totale de déchets stockée à la fin de l'année 2025 est de 12 386 m³, soit 22 295 tonnes (en considérant une densité de 1,8 selon l'exploitant), la capacité de stockage restante est de 287 214 m³, soit 517 705 tonnes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Organisation du stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 20
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de stockage
Prescription contrôlée :

L'organisation du stockage des déchets doit remplir les conditions suivantes :

- elle assure la stabilité de la masse des déchets, en particulier évite les glissements ;
- elle est réalisée de manière à combler les parties en hauteur avant d'étendre la zone de stockage pour limiter, en cours d'exploitation, la superficie soumise aux intempéries ;
- elle doit permettre un réaménagement progressif et coordonné du site selon un phasage proposé par l'exploitant et repris dans le dossier d'enregistrement.

Constats :

Selon le dossier d'enregistrement de septembre 2015, il était prévu un remblaiement sur 3 phases d'exploitation d'une durée de 5 ans chacune (les 6 derniers mois étant dédiés à la finalisation du remblaiement) et répartie de la façon suivante :

- phase 1 découpée en deux sous-phases superposées : 1a avec un premier remblaiement du sud vers le Nord, puis 1 b avec un second remblaiement du Nord vers le Sud ;
- phase 2 également divisée en deux sous-phases 2a et 2b avec des sens de remblaiement du Nord vers le Sud.
- phase 3 incluant notamment le réaménagement final (sens de remblaiement du Nord au Sud).

Le réaménagement final prévu correspond à une plateforme enherbée à une cote de 71 m NGF. La remise en état prévoit notamment un régilage de terre végétale, un ensemencement et des plantations.

Le jour de l'inspection du 11 février 2026, la phase 1a était en cours (celle-ci était tout juste entamée).

Par conséquent, le plan de phasage prévu par la demande d'enregistrement n'est pas respecté.

L'exploitant confirme ce retard de remblaiement. Le plan topographique faisant état de l'avancement du remplissage de l'ISDI au 6 février 2026 et communiqué par courriel du 13 février 2026 va également dans ce sens.

Le jour de l'inspection, l'exploitant explique que :

- les premiers apports de déchets inertes au sein de l'ISDI ont eu lieu en 2019 ;
- la localisation de l'installation joue en sa défaveur : l'ISDI de Noailac reste loin de la métropole bordelaise et donc des gros chantiers ; les gisements situés à proximité de Bordeaux sont les exutoires privilégiés pour les apports de déchets inertes.
- un contrat avait été passé initialement avec la société SDC pour réceptionner leurs déchets sur le site de Noailac. Néanmoins, suite à la période du COVID, SDC a trouvé d'autres exutoires plus propices, en particulier la carrière SDC située à Buzet-sur-Baïse dans le département 47.

En conséquence, l'exploitant évoque ses différents projets envisagés pour la suite de l'exploitation de l'ISDI :

- il envisage de solliciter une prolongation de la durée d'exploitation de l'installation afin de garantir le remplissage complet de l'ISDI ;
- il souhaite éventuellement élargir son activité et pouvoir réceptionner des déchets inertes de classe 3+ (soit des déchets inertes présentant des seuils de concentration pour

certaines substances plus élevés que ceux fixés par l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 applicable) ;

- il projette de modifier le sens de remblaiement des phases 2a et 2b, à savoir de remblayer du Sud vers le Nord en phase 2a et du Nord vers le Sud pour la phase 2b (et non pas du Nord vers le Sud pour ces deux phases). Cette modification lui permettrait d'éviter de déplacer le bassin de décantation durant la phase 2 : le bassin déjà situé au Nord Est en phase 1 pourrait ainsi rester en place au lieu de l'implanter au Sud Est en phase 2 comme initialement prévu par la demande d'enregistrement (cet emplacement perturberait l'exploitation puisqu'il nécessiterait également le déplacement de la pompe pour évacuer les eaux du bassin vers le fossé périphérique et qu'il ne permettrait pas le passage des camions apportant les déchets pour les déverser au sein de l'ISDI).

Pour rappel, l'ensemble des demandes de modification des conditions d'exploitation doit être porté à la connaissance du préfet de la Gironde avant sa réalisation conformément aux dispositions de l'article R.512-46-23 du code de l'environnement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant se positionne sous un délai de trois mois sur le phasage prévu jusqu'à la fin de la durée de l'exploitation de l'ISDI. Il transmet, sous ce même délai, le plan d'actions prévu pour garantir le remplissage complet de l'ISDI et pour assurer le réaménagement final prévu par la demande d'enregistrement initiale.

Comme indiqué ci-dessus, dans le cas d'une éventuelle demande de prolongation de la durée d'exploitation de l'ISDI, celle-ci doit faire l'objet d'un dossier de porter à connaissance qui doit être déposé dans les meilleurs délais possibles.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Procédure d'acceptation préalable des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, Procédure d'acceptation préalable

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation visée à l'article 1er met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation.

L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article 2 du présent arrêté.

Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure :

- qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ;
- que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ;

- que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante.

Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II.

Constats :

En amont de la réception de déchets sur le site, l'exploitant établit un document d'acceptation préalable avec le client (cf point de contrôle 5) afin de caractériser les déchets et de s'assurer qu'ils pourront être admis au sein de l'ISDI.

Néanmoins, aucune procédure d'acceptation préalable n'est formalisée. Pour rappel, celle-ci est définie à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les ISDI. A titre d'exemple, elle doit en particulier détailler les mesures prises pour s'assurer que :

l'exploitant s'assure :

« - que les déchets réceptionnés ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ;

- que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ;

- que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante. »

La liste des déchets admissibles au sein de l'ISDI peut être annexée à cette procédure.

Lors de l'inspection, il a été constaté que cette liste est affichée à l'entrée du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant établit une procédure d'acceptation préalable, sous un délai de trois mois, selon les dispositions de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Registre d'admission des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 8 et 9

Thème(s) : Risques chroniques, Registre d'admission des déchets

Prescription contrôlée :

Article 9 :

L'exploitant tient à jour un registre d'admission. Outre les éléments visés à l'arrêté du 29 février 2012 sur les registres, il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :

- l'accusé d'acceptation des déchets ;
- le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 7 et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ;
- le cas échéant, le motif de refus d'admission.

Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 8 :

En cas d'acceptation des déchets, l'exploitant délivre un accusé d'acceptation au producteur des déchets en complétant le document prévu à l'article 5 par les informations minimales suivantes :

- la quantité de déchets admise, exprimée en tonnes ;
- la date et l'heure de l'acceptation des déchets.

Constats :

Le registre d'admission des déchets est tenu à jour via un logiciel interne au groupe FAYAT.

Par courriel du 13 février 2026, l'exploitant a transmis un extrait pour le mois de janvier 2026. Cet extrait ne comporte pas l'ensemble des informations requises par la réglementation en vigueur : certaines données exigées par l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 et par les dispositions de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014. Néanmoins, le document d'acceptation préalable (DAP), dont le numéro figure sur l'extrait du registre, permet de retrouver l'ensemble des informations susvisées.

De plus, l'exploitant renseigne également l'application Trackdéchets. **Or, cet outil est complété avec le numéro SIRET du siège social de la société LN MAURICE (filiale de FAYAT ENTREPRISE TP).** Aussi, en consultant Trackdéchets, l'Inspection constate que l'extraction réalisée à partir de ce numéro SIRET liste l'ensemble des déchets réceptionnés au sein de toutes les installations exploitées par la société LN MAURICE et non pas uniquement ceux concernant l'ISDI de Noailac. De manière générale, il est rappelé à l'exploitant que la déclaration d'établissements complémentaires ou secondaires est obligatoire, et les numéros de SIRET permettent de tracer les différents lieux d'exercice des activités.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit compléter l'outil Trackdéchets en créant un compte associé au numéro SIRET de l'établissement de Noailac et non à celui du siège social. En effet, la déclaration de cet établissement doit être régularisée, sous un délai de trois mois, en application des articles R. 123-40 à 43 et 3°a du R. 123-47 du code du commerce.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Document préalable

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5

Thème(s) : Risques chroniques, Document préalable

Prescription contrôlée :

Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :

- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- l'origine des déchets ;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- la quantité de déchets concernée en tonnes.

Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 3.

Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant.

La durée de validité du document précité est d'un an au maximum.

Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.

Constats :

Au regard des données figurant dans le registre d'admission des déchets, les DAP (Document d'Acceptation Préalable) pour les apports de déchets suivants ont été consultés :

- apport de déchets du 30 janvier 2025 provenant du chantier de la société FAYAT à Les Billaux pour un chantier à Libourne : ce document contient l'ensemble des informations réglementaires susmentionnées et n'appelle pas d'observation ;
- apport de déchets du 20 janvier 2026 provenant d'un chantier de la société AZURA RECYCLAGE à Biganos : le code déchet figurant sur le DAP (17 01 01 correspondant à des déchets de démolition non contaminés) diffère de celui figurant sur le registre d'admission (17 05 04 correspondant à des terres et cailloux ne contenant pas de substance dangereuse). Selon l'exploitant, il s'agit d'une erreur de remplissage du registre d'admission. Il est toutefois rappelé que, conformément à la réglementation en vigueur, pour les déchets réceptionnés relevant du code déchet 17 05 04, il convient de s'assurer que ceux-ci ne proviennent pas d'un site contaminé.

Les DAP consultés étaient en cours de validité lors des apports concernés. L'exploitant a précisé qu'ils sont renouvelés chaque année.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

D'une manière générale, l'exploitant s'assure que la nature de déchets apportés par les producteurs correspond bien à celle prévue par le document préalable associé avant d'admettre le chargement de déchets sur site.

En particulier l'exploitant se rapproche de la société AZURA RECYCLAGE sous 1 mois afin de

confirmer la typologie des déchets réceptionnés en date du 20 janvier 2026. A réception de ces éléments il en informe l'inspection des ICPE.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Déchargement des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 19
Thème(s) : Risques chroniques, Zone de contrôle des déchets déversés
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le déchargement des déchets directement dans la zone de stockage définitive est interdit. Une zone de contrôle des déchets est aménagée pour permettre le contrôle des déchets après déversements des bennes qui les transportent.</p> <p>Cette zone peut être déplacée suivant le phasage de l'exploitation du site. Cette zone fait l'objet d'un affichage particulier et de délimitations permettant de la situer.</p> <p>Une benne ne peut pas être déversée en l'absence de l'exploitant ou de son représentant.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les déchets sont apportés au sein de l'ISDI uniquement par la société LN MAURICE, filiale de FAYAT ENTREPRISE TP. Les déchets sont ainsi déversés dans l'ISDI uniquement par le personnel représentant de la société FAYAT ENTREPRISE TP.</p> <p>Durant l'inspection, il a été constaté que la zone de contrôle des déchets est matérialisée par un panneau. Celle-ci est située à proximité de la phase 1a, en cours de remplissage.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Surveillance de la qualité de l'air

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 25
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des retombées atmosphériques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mise en place en limite de propriété d'un réseau de suivi des retombées atmosphériques de poussières totales (solubles et insolubles). Ces mesures sont effectuées au moins une fois par an par un organisme indépendant, en accord avec l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. Dans ce cas les mesures sont conduites pendant une période où les émissions du site sont les plus importantes au regard de l'activité du site et des conditions météorologiques. Cette fréquence peut être augmentée en fonction des enjeux et conditions climatiques locales.</p> <p>Le nombre d'emplacements de mesure et les conditions dans lesquelles les systèmes de prélèvement sont installés et exploités sont décrits dans une notice disponible sur site. Un emplacement positionné en dehors de la zone de l'impact du site et permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant (" bruit de fond ") est inclus au plan de surveillance. Ce suivi</p>

est réalisé par la méthode des jauges de collecte des retombées suivant la norme NF EN 43-014 (version novembre 2003) ou, en cas de difficultés, par la méthode des plaquettes de dépôt suivant la norme NF X 43-007 (version décembre 2008). Les exploitants qui adhèrent à un réseau de mesure de la qualité de l'air qui comporte le suivi des mesures de retombées de poussières totales peuvent être dispensés de cette obligation si le réseau existant permet de surveiller correctement l'impact des retombées atmosphériques associées spécifiquement aux rejets de l'installation concernée.

Les niveaux de dépôts atmosphériques totaux en limite de propriété liés à la contribution de l'installation ne dépassent pas 200 mg/ m²/ j (en moyenne annuelle) en chacun des emplacements suivis.

L'exploitant adresse tous les ans à l'inspection des installations classées la protection de l'environnement un bilan des résultats de mesures de retombées de poussières totales, avec ses commentaires, qui tiennent notamment compte des évolutions significatives des valeurs mesurées, des niveaux de production, des superficies susceptibles d'émettre des poussières et des conditions météorologiques lors des mesures.

Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. Les résultats des mesures des émissions des cinq dernières années sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

Constats :

Les dernières analyses de retombées atmosphériques ont été réalisées selon la méthode des jauges du 15 novembre au 17 décembre 2019 par ENCEM. Selon les conclusions du rapport faisant état des résultats :

- les niveaux d'empoussièrement en limite de propriété de l'installation respectent le seuil réglementaire en vigueur ;
- la période de mesure n'a pas été propice aux envols en raison des fortes précipitations enregistrées ;
- au regard des faibles teneurs en poussières mesurées, de la faible activité durant la campagne de mesure (3 jours sur 32) et de la localisation des points de mesure en dehors des vents dominants, ENCEM conclut qu'une partie des poussières collectées provient des activités agricoles extérieures à proximité de l'ISDI. Il est à noter que les teneurs relevées sont inférieures aux teneurs mesurées en 2017, lors de la mise en service de l'installation dans le cadre de l'état initial.

Le jour du contrôle, l'exploitant indique qu'aucune nouvelle campagne de mesure n'a été reconduite depuis 2019 au regard de la faible activité sur le site. Aucune analyse n'est d'ailleurs planifiée.

De plus, selon l'exploitant, les résultats des prochaines mesures risquent d'être faussés par l'activité de méthanisation agricole de la société MELUSINE ENERGIE dont le site est mitoyen avec l'ISDI. Cette installation, située en limite Ouest du site, dispose d'un arrêté préfectoral d'enregistrement du 13 août 2020 et a ainsi été mise en service postérieurement aux dernières mesures de retombées atmosphériques de poussières de l'ISDI.

Il est rappelé à l'exploitant qu'il lui appartient de justifier du respect du seuil d'empoussièrement lié à son activité et fixé par la réglementation en vigueur. À toutes fins utiles, il lui est également rappelé que dans le cadre de cette surveillance, un point de mesure doit être positionné en dehors de la zone de l'impact de l'activité afin de définir le niveau d'empoussièrement ambiant

(selon les dispositions de l'article 25 de l'arrêté ministériel applicable). Aussi, les éventuels impacts liés aux poussières émises par les activités ou industries voisines doivent être prises en compte dans ce niveau d'empoussièrement ambiant. Il lui appartient ainsi de se rapprocher de l'organisme en charge de cette surveillance afin de définir les emplacements des points de mesure les plus judicieux et représentatifs.

Compte tenu de ce qui précède :

- la fréquence de surveillance annuelle n'est pas respectée et aucune demande d'aménagement des prescriptions applicables n'a été sollicitée par l'exploitant ;
- les résultats des mesures ne sont pas représentatifs de l'activité exercée sur le site considérant que la période de mesures n'était pas propice aux envols de poussières (mesures réalisées durant la période hivernale).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant met en place, sous un délai de trois mois, une surveillance annuelle des retombées atmosphériques de poussières. Dans le cas où il souhaite solliciter une demande d'aménagement portant sur la fréquence de surveillance, celle-ci pourra être jointe aux éventuelles demandes de modification des conditions d'exploitation évoquées au point de contrôle 2.

Par ailleurs, il est rappelé que ces mesures doivent être réalisées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation et à une période propice aux envols de poussières (soit en dehors de la période hivernale).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Gestion des eaux pluviales de ruissellement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2014, article 4 (extrait)

Thème(s) : Risques chroniques, Collecte des eaux pluviales

Prescription contrôlée :

L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement établie en conformité avec les articles R. 512-46-1 à R. 512-46-7 du code de l'environnement. [...]

Constats :

Selon le dossier d'enregistrement précité, le sol du terrain est constitué d'argile. Aussi, les eaux météoriques ruisselant sur l'installation s'infiltrent peu. Elles s'écoulent vers les fossés périphériques à l'ISDI (notamment les eaux ruisselant sur la partie remblayée) ou sont récupérées dans le bassin de décantation créé au Nord Ouest du site avant d'être pompées et dirigées vers les fossés périphériques jouxtant la majeure partie du périmètre du site.

Ces fossés rejoignent ensuite un fossé communal, qui se dirige vers le système de gestion de collecte des eaux de l'emprise des terrains occupés par ASF du fait de la proximité de l'autoroute A62 (passage par les bassins de décantation d'ASF). L'exutoire final des rejets n'a pu être précisé par l'exploitant.

L'ensemble des eaux pluviales provenant des installations présentes à proximité immédiate du site FAYAT ENTREPRISE TP, notamment le site MELUSINE ENERGIE (unité de méthanisation agricole) et BOUYER LEROUX (carrière), transite via ces fossés.

L'entretien d'une partie des fossés reste de la responsabilité de FAYAT ENTREPRISE TP (pour la portion des fossés longeant le périmètre de l'ISDI), l'autre partie, et en particulier le fossé communal, sont gérés par les sociétés MELUSINE ENERGIE et BOUYER LEROUX

L'exploitant signale rencontrer des problèmes de gestion des eaux pluviales liés à une mauvaise évacuation des eaux via les fossés bordant l'ISDI. En effet, ASF a mis en place un grillage limitant les écoulements dans le fossé communal au niveau de la limite de son propre périmètre. **Dans la mesure où ce dispositif bouche régulièrement le fossé et empêche ainsi la bonne évacuation des eaux du site FAYAT ENTREPRISE TP il convient que l'exploitant se rapproche d'ASF afin de connaître la raison de la mise en place d'un tel système d'une part ; trouver une solution afin de fluidifier l'écoulement des effluents**

Le jour de l'inspection, le bassin de décantation n'était plus visible, celui-ci est confondu avec le plan d'eau formé au Nord du site sur l'ensemble de la surface de la zone non remblayée. Cette situation est liée aux fortes intempéries (le sol argileux étant étanche). La pompe assurant le déversement des eaux vers les fossés périphériques ne permet d'abaisser le niveau du plan d'eau que d'un centimètre par heure au maximum. A noter que le débit de la pompe étant de 500 m³/h et la surface de ruissellement des eaux d'environ un hectare, le dispositif est largement dimensionné par assurer la correcte évacuation des eaux retenues dans le bassin. Toutefois vu le niveau de remplissage important en eaux météoriques des fossés périphériques, l'exploitant ne peut activer la pompe en permanence au vu du risque de créer un débordement de ces derniers. L'exploitant a indiqué que les fossés ont été curés récemment (les justificatifs n'ont pas été consultés durant le temps imparti de l'inspection).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant justifie, sous un délai de trois mois, de l'entretien des fossés périphériques jouxtant le périmètre de son installation. Il transmet, sous ce même délai, un plan d'actions des mesures correctives à mettre en place afin de permettre une bonne gestion des eaux pluviales ruisselant au sein de son installation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois